

17 juin 2026

Après des décennies de gestion PS, où sont les résultats ?

Les bourgmestres PS réclament davantage d'argent pour les grandes villes. Pourtant, ce sont ces mêmes villes qui bénéficient déjà d'aides massives de la Wallonie et qui affichent les taux d'emploi les plus faibles du pays. La vraie question n'est pas combien la Wallonie doit encore donner, mais quels résultats ont été obtenus après des décennies de gestion socialiste.

Abstract :

- *Les bourgmestres PS des grandes villes wallonnes attribuent aujourd'hui leurs difficultés financières à un manque de soutien régional. Cette analyse est largement incomplète.*
- *Personne ne conteste les charges de centralité assumées par les grandes villes. Toutefois, les difficultés budgétaires dénoncées aujourd'hui ne sont pas apparues avec les gouvernements actuels. Elles concernent principalement des villes dirigées depuis des décennies par le PS : Liège, Charleroi, Mons, La Louvière, Seraing ou Verviers.*
- *Le principal problème est avant tout économique. Les villes qui réclament davantage de moyens sont précisément celles qui affichent les plus faibles taux d'emploi de Wallonie. Alors que le taux d'emploi atteint 72,1 % en Belgique, 76,8 % en Flandre et 65,5 % en Wallonie, il n'est que de 53,6 % à Charleroi, 56,8 % à Liège, 56,6 % à Mons et 58,1 % à La Louvière. Moins d'emplois signifie moins de recettes fiscales, davantage de dépenses sociales et une pression accrue sur les finances communales.*
- *Par ailleurs, les grandes villes bénéficient déjà d'aides spécifiques importantes : près de 28,4 millions d'euros par an via la Dotation Grandes Villes, plus de 13 millions d'euros auparavant via la Politique des Grandes Villes, près de 1,55 milliard d'euros de droits de tirage potentiels dans le cadre du Plan Oxygène, ainsi qu'une intervention exceptionnelle de 235 millions d'euros du CRAC pour Liège, Charleroi et Mons.*
- *La véritable question n'est donc pas de savoir si la Wallonie aide suffisamment les grandes villes. La question est de savoir quels résultats ont été obtenus avec les moyens considérables déjà mobilisés. Malgré ces soutiens, ces villes continuent d'afficher les taux d'emploi les plus faibles de Wallonie et concentrent l'essentiel des déficits communaux structurels.*
- *Le MR ne remet pas en cause la solidarité régionale ni le rôle structurant des grandes villes. Mais cette solidarité doit aller de pair avec une exigence de responsabilité, de réforme et de résultats. Avant de réclamer davantage de moyens aux contribuables wallons, les grandes villes doivent démontrer les efforts entrepris pour améliorer leur gestion, maîtriser leurs dépenses et surtout remettre davantage de citoyens à l'emploi.*
- *La vraie question n'est donc pas combien la Wallonie doit encore donner, mais quelles réformes certaines grandes villes socialistes sont enfin prêtes à mettre en œuvre pour sortir durablement de cette situation.*

Les grandes villes ont des charges particulières. Personne ne le conteste.

Mais il est faux de prétendre que leurs difficultés financières seraient uniquement la conséquence d'un manque de soutien régional.

Les grandes villes bénéficient déjà de mécanismes de financement spécifiques importants. Elles ont reçu des aides exceptionnelles massives ces dernières années. Pourtant, elles continuent à afficher les taux d'emploi les plus faibles de Wallonie et concentrent les déficits communaux les plus importants.

La vraie question n'est donc pas seulement celle du refinancement.

La vraie question est celle des résultats obtenus après plusieurs décennies de gestion socialiste.

1. Les difficultés actuelles ne sont pas apparues sous les gouvernements actuels

Les principales villes qui portent aujourd'hui cette revendication sont :

- Liège ;
- Charleroi ;
- Mons ;
- La Louvière ;
- Seraing ;
- Verviers.

Toutes ces villes ont été dirigées pendant de nombreuses années par des majorités socialistes.

Les problèmes budgétaires dénoncés aujourd'hui ne sont donc pas apparus avec les Gouvernements actuels.

Ils sont le résultat de trajectoires financières, économiques et sociales construites sur plusieurs décennies.

Lorsque certaines villes connaissent des difficultés structurelles depuis plus de dix ou quinze ans, il est difficile d'expliquer que leur situation serait principalement liée aux décisions prises depuis seulement quelques mois.

2. Le véritable problème est économique : les grandes villes PS affichent les plus faibles taux d'emploi de Wallonie

Le premier facteur qui détermine la santé financière d'une commune est le taux d'emploi.

Une commune où davantage de personnes travaillent :

- perçoit davantage d'additionnels IPP ;
- dispose d'une base fiscale plus large ;

- supporte moins de dépenses sociales ;
- dépend moins de son CPAS ;
- attire davantage d'investissements privés.

Les chiffres officiels de l'IWEPS sont particulièrement révélateurs.

Taux d'emploi 20-64 ans (2023)

Territoire	Taux d'emploi
------------	---------------

Belgique	72,1 %
----------	--------

Flandre	76,8 %
---------	--------

Wallonie	65,5 %
----------	--------

Mouscron	64,7 %
----------	--------

Namur	64,1 %
-------	--------

Tournai	63,5 %
---------	--------

Herstal	60,3 %
---------	--------

La Louvière	58,1 %
-------------	--------

Verviers	57,7 %
----------	--------

Seraing	57,6 %
---------	--------

Liège	56,8 %
-------	--------

Mons	56,6 %
------	--------

Charleroi	53,6 %
-----------	--------

Les villes qui réclament aujourd'hui davantage de moyens sont précisément celles qui affichent les résultats les plus faibles.

L'écart avec la moyenne belge est considérable :

Ces chiffres expliquent largement les difficultés budgétaires observées.

Moins d'emplois signifie :

- moins de recettes IPP ;
- moins de création de richesse ;
- davantage de dépenses sociales ;
- davantage de pression sur les CPAS ;
- davantage de dépendance vis-à-vis des aides publiques.

La question fondamentale est donc simple :

Pourquoi ces villes restent-elles parmi les moins performantes du pays en matière d'emploi après plusieurs décennies de gestion socialiste ?

3. Les grandes villes bénéficient déjà d'aides spécifiques que les autres communes n'ont pas

Les bourgmestres PS donnent l'impression que les grandes villes seraient abandonnées par la Wallonie.

Les chiffres démontrent exactement l'inverse.

A. Dotation Grandes Villes

Les neuf grandes villes bénéficient d'un financement spécifique que les autres communes wallonnes ne perçoivent pas.

Montants annuels :

Ville	Montant
Charleroi	6,43 M€
Liège	5,28 M€
Mons	2,87 M€
La Louvière	2,75 M€
Tournai	2,68 M€
Namur	2,35 M€
Seraing	2,18 M€
Mouscron	2,01 M€
Verviers	1,84 M€

Total :

28,4 millions € chaque année

Cette enveloppe n'existe pas pour les autres communes wallonnes.

B. Politique intégrée de la Ville

Avant son intégration dans la Dotation Grandes Villes, la Politique des Grandes Villes représentait encore :

13,4 millions € par an

réservés aux grandes villes.

Il s'agissait déjà d'un refinancement spécifique destiné à répondre à leurs difficultés urbaines et sociales.

C. Plan Oxygène

Le Plan Oxygène constitue le plus important mécanisme de soutien financier communal mis en place ces dernières années.

Les données reprises dans l'étude de l'UVCW montrent que les grandes villes sont les principales bénéficiaires du dispositif.

Les neuf grandes villes représentent environ :

1,55 milliard €

de droits de tirage potentiels sur la période 2022-2026.

Le montant total du dispositif est d'environ :

1,79 milliard €

Autrement dit :

près de 87 % du dispositif concerne les grandes villes wallonnes.

Aucune autre catégorie de communes ne bénéficie d'un soutien comparable.

D. Intervention exceptionnelle du CRAC

Lorsque certaines grandes villes ont rencontré des difficultés encore plus importantes, la Région wallonne est intervenue une nouvelle fois.

En 2024 :

- Liège ;
- Charleroi ;
- Mons

ont bénéficié d'une intervention spécifique du CRAC de :

235 millions €

Très peu de communes wallonnes ont bénéficié d'un soutien exceptionnel de cette ampleur.

4. Les autres communes font aussi face aux mêmes difficultés

Les grandes villes ne sont pas les seules à devoir financer :

- les CPAS ;
- les zones de police ;

- les zones de secours ;
- les pensions ;
- les infrastructures ;
- les investissements énergétiques.

Toutes les communes wallonnes y sont confrontées.

Pourtant, la majorité d'entre elles ne réclament pas aujourd'hui un refinancement massif.

Pourquoi ?

Parce qu'elles ont été contraintes de :

- revoir leurs dépenses ;
- réorganiser leurs services ;
- adapter leurs priorités ;
- rechercher des gains d'efficacité.

Les grandes villes ne peuvent pas être exemptées de cet effort.

5. Les études disponibles montrent que les difficultés sont structurelles

L'étude réalisée par l'UVCW sur la situation financière des grandes villes wallonnes confirme que les difficultés financières observées sont anciennes.

Elle montre que les grandes villes présentent un déficit courant structurel sur une longue période.

Plus interpellant encore :

elles concentrent à elles seules près de 88 % des déficits courants communaux observés dans les communes wallonnes en difficulté.

Cela démontre que le problème est profond.

Il ne peut donc pas être expliqué uniquement par les décisions budgétaires récentes de la Région wallonne.

6. La vraie question : qu'ont-elles fait avec tous ces moyens ?

C'est la question qui n'apparaît jamais dans les sorties médiatiques.

Les grandes villes bénéficient déjà :

- de la Dotation Grandes Villes ;
- de la Politique intégrée de la Ville ;
- du Plan Oxygène ;

- du soutien du CRAC ;
- du FERI ;
- de nombreux dispositifs régionaux spécifiques.

Mais ça n'est pas tout, en plus d'être largement financées par la Région, les grandes villes sont aussi celles qui exercent parmi les plus grosses pressions fiscales en Wallonie. Par exemple, en 2025, l'additionnel communal à l'IPP était de 8,8% à La Louvière, pour Charleroi, Seraing et Verviers c'était 8,5%. Ces taux sont largement supérieurs à la moyenne régionale de 7,9%.

Les citoyens wallons sont donc en droit de demander :

Quels résultats ont été obtenus ?

Le taux d'emploi a-t-il fortement augmenté ?

Les dépenses de fonctionnement ont-elles diminué ?

Les structures administratives ont-elles été rationalisées ?

Les friches ont-elles été réhabilitées ?

Le patrimoine communal a-t-il été valorisé ?

La dépendance aux aides régionales a-t-elle diminué ?

La situation financière s'est-elle durablement améliorée ?

7. Les réformes que les grandes villes devraient engager

Avant de réclamer davantage de moyens, les grandes villes devraient démontrer les efforts qu'elles ont entrepris.

Cela passe notamment par :

Une revue complète des dépenses

Chaque euro dépensé doit être justifié.

Une évaluation de tous les subsides

Les subsides doivent être analysés sur base de résultats mesurables.

Une rationalisation des structures satellites

ASBL communales, régies et organismes périphériques doivent être passés en revue.

Une meilleure gestion du patrimoine

Bâtiments vides, friches et actifs sous-utilisés doivent être valorisés.

Une lutte renforcée contre les logements inoccupés

Ils représentent à la fois une perte fiscale et une perte d'attractivité.

Une stratégie ambitieuse de retour à l'emploi

Aucune trajectoire budgétaire ne pourra être durablement assainie avec des taux d'emploi de 53 %, 56 % ou 58 %.

Le redressement financier passe d'abord par le redressement économique.

8. Conclusion

Le MR ne conteste pas les charges de centralité.

Le MR ne conteste pas le rôle structurant des grandes villes.

Mais il refuse le récit selon lequel leurs difficultés seraient uniquement dues à un manque de moyens régionaux.

Les faits sont les suivants :

- les grandes villes bénéficient déjà de financements spécifiques ;
- elles ont capté l'essentiel du Plan Oxygène ;
- elles ont bénéficié d'interventions exceptionnelles du CRAC ;
- elles affichent pourtant les taux d'emploi les plus faibles de Wallonie ;
- plusieurs d'entre elles sont dirigées depuis des décennies par le PS ;
- elles concentrent une part disproportionnée des déficits communaux.

La solidarité régionale doit continuer à jouer son rôle.

Mais elle doit s'accompagner d'une exigence de responsabilité, de réforme et de résultats.

La question n'est pas seulement de savoir combien la Wallonie doit encore donner.

La véritable question est de savoir quelles réformes certaines grandes villes sont enfin prêtes à mettre en œuvre pour sortir durablement de cette situation.